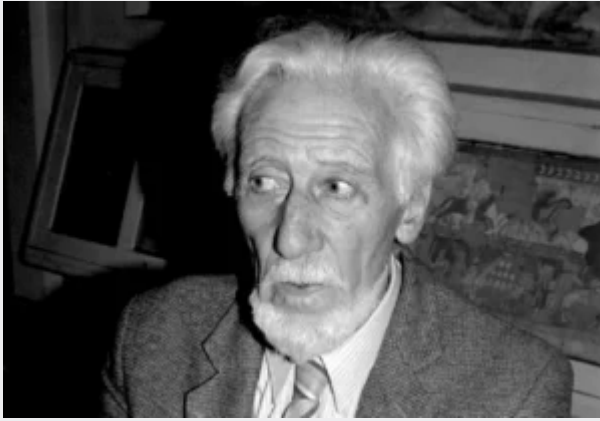


Bertrand de Jouvenel et la démocratie totalitaire



« La souveraineté du peuple n'est donc qu'une fiction et c'est une fiction qui ne peut être à la longue que destructive des libertés individuelles. »

Par Nicolas Bonnal

Le grand chapitre de Du pouvoir reste celui sur la démocratie totalitaire. Comment se fait-il qu'en termes de tyrannie, règles, lois, guerres et conquêtes (coloniales ou autres), la démocratie puisse tout se permettre ?

Réponse : le droit de vote. Bitru¹ supporte tout – la conscription surtout – depuis qu'on lui a donné le droit de vote – à commencer par la conscription et la guerre ad mortem contre les « tyrans ». Jouvenel cite Taine (voyez mes textes sur cet auteur extraordinaire) :

« Sous les menaces et les souffrances de l'invasion, observe Taine, le peuple a consenti à la conscription : Il la croyait accidentelle et temporaire. Après la victoire et la paix, son gouvernement continue à la réclamer : elle devient permanente et définitive ; après les traités de Lunéville et d'Amiens, Napoléon la maintient en France ; après les traités de Paris et de Vienne, le gouvernement prussien la maintient en Prusse. »

La gangrène française de cette conscription qui va militariser toute l'Europe (dix millions de soldats en 1914) a gagné le monde :

« De guerre en guerre, l'institution s'est aggravée : comme une contagion elle s'est propagée d'État en État ; à présent elle a gagné toute

l'Europe continentale, et elle y règne avec le compagnon naturel qui toujours la précède ou la suit, avec son frère jumeau, avec le suffrage universel, chacun des deux plus ou moins produit au jour et tirant après soi l'autre, plus ou moins incomplet ou déguisé, tous les deux conducteurs ou régulateurs aveugles et formidables de l'histoire future, l'un mettant dans les mains de chaque adulte un bulletin de vote, l'autre mettant sur le dos de chaque adulte un sac de soldat... »

Taine entrevoit les charniers de Quatorze et de quarante :

« ... avec quelles promesses de massacre et de banqueroute pour le XXème siècle, avec quelle exaspération des rancunes et des défiances internationales, avec quelle déperdition du travail humain, par quelle perversion des découvertes productives, par quel recul vers les formes inférieures et malsaines des vieilles sociétés militantes, par quel pas rétrograde vers les instincts égoïstes et brutaux, vers les sentiments, les mœurs et la morale de la cité antique et de la tribu barbare, nous le savons... »

Ensuite il y a un problème : en démocratie ce n'est jamais le peuple qui décide ou qui gouverne ; Jouvenel cite aussi Montesquieu à cet égard :

« Comme dans les démocraties le peuple paraît faire à peu près ce qu'il veut, on a mis la liberté dans ces sortes de gouvernements, et on a confondu le pouvoir du peuple avec la liberté du peuple. »

Il en tire vite une conclusion essentielle ; la souveraineté du peuple est une fiction.

« Cette confusion est le principe du despotisme moderne. On peut, par des institutions sagement combinées, assurer la garantie effective de chaque personne contre le Pouvoir. Mais il n'y a point d'institutions qui permettent de faire concourir chaque personne à l'exercice du Pouvoir, car le Pouvoir est commandement et tous ne peuvent commander. La souveraineté du peuple n'est donc qu'une fiction et c'est une fiction qui ne peut être à la longue que destructive des libertés individuelles. »

Jouvenel est un nostalgique subtil de la royauté traditionnelle :

« La volonté royale était connue pour celle du personnage couronné, de son favori, de son ministre : elle était par-là humaine et particulière, de plain-pied avec les autres volontés. La volonté du Pouvoir

démocratique se dit générale. Elle accable chaque individu sous le poids de la totalité des individus qu'elle représente, et opprime chaque intérêt particulier au nom d'un intérêt général qui s'incarne en elle. »

En démocratie ce qui dirige, c'est l'abstraction, c'est le « tout » :

« La fiction démocratique prête aux régents l'autorité du Tout. C'est le Tout qui veut, c'est le Tout qui agit. »

La royauté protégeait les pouvoirs locaux. « Cet heureux temps n'est plus », comme dit Racine – qui n'avait pas vu Bruxelles ou Washington.

À ce sujet Jouvenel cite aussi une lettre méconnue et passionnante de Tocqueville à un familier :

« Les vieux pouvoirs locaux disparaissent sans se rajeunir ou être remplacés par rien, et partout à leur place le gouvernement central prend la direction des affaires. Toute l'Allemagne donnerait plus ou moins le même spectacle, je puis dire tout le continent. Partout on sort de la liberté du Moyen Âge, non pour entrer dans la liberté moderne mais pour retourner au despotisme antique, car la centralisation, ce n'est autre chose que l'administration de l'empire romain modernisée. »

Lettre à H. de Tocqueville dans Œuvres, t. VII, p. 322-323.

Dès le début de la Révolution on va tout balayer. Jouvenel cite l'effarant et sinistre Sieyès, le malin génie de la France moderne (avec quelques dizaines d'autres...) :

« La France ne doit point être un assemblage de petites nations qui se gouverneraient séparément en démocraties, elle n'est point une collection d'États ; elle est un tout unique, composé de parties intégrantes ; ces parties ne doivent point avoir séparément une existence complète parce qu'elles ne sont point des tous simplement unis, mais des parties formant un seul tout. Cette différence est grande, elle nous intéresse essentiellement. Tout est perdu si nous nous permettons de considérer les Municipalités qui s'établissent, ou les Districts ou les Provinces, comme autant de républiques unies seulement sous les rapports de force et de protection commune. »

La chasse aux centrifuges (la Vendée...) commence et la démocratie génocidaire sait s'illustrer :

« Tout pouvoir fait nécessairement la guerre aux tendances centrifuges. Mais la conduite du Pouvoir démocratique offre des particularités remarquables. Il se présente comme venant libérer l'homme des contraintes que faisait peser sur lui l'ancien Pouvoir, issu plus ou moins directement de la conquête. Pourtant la Convention guillotine les fédéralistes, le Parlement d'Angleterre écrase, sous des répressions qui sont parmi les plus sanglantes de l'Histoire, le séparatisme national irlandais, le Gouvernement de Washington déchaîne une guerre telle que l'Europe n'en avait pas encore vu pour étouffer les tentatives des États du Sud de s'organiser en corps séparé. Faut-il citer encore l'action de la République espagnole en 1934 contre la volonté d'indépendance catalane ? »

Voilà pour la cruauté démocratique. Ensuite, il y a le fait que le peuple n'a pas le pouvoir et que certains n'auraient pas dû attendre la réélection de Macron pour le savoir :

« Loin que le peuple soit seul auteur des lois, il ne lui est même pas permis de se prononcer sur les plus générales, qui affectent le plus profondément son existence. Quoiqu'il existe un mode de consultation populaire, le référendum, qui a fait ses preuves en Suisse, le Pouvoir démocratique n'a garde d'y recourir. »

On fait la chasse au local et au particulier (cf. le social-corporatisme de Minc) :

« Le vocable même d'intérêt particulier est alors devenu et demeuré une manière d'injure, évolution du langage qui reflète, pour peu qu'on y réfléchisse, la perpétuelle mobilisation de l'opinion sociale contre les fractions constituantes de la communauté. »

Comme chez Platon (voyez mes textes sur Bloom et Platon), l'avilissement démocratique débouche souvent sur un avènement de la tyrannie :

« L'Autorité n'est plus alors qu'un enjeu, elle perd toute stabilité, toute considération. Le caractère de ceux qui l'exercent va sans cesse s'abaissant jusqu'à ce qu'enfin le Palais du Commandement ait un occupant qui décide de ne point s'en laisser chasser : c'est le tyran. »

Et puis il y a un problème : la démocratie a une élite de gens très occupés par les fonctions et les commissions et cette élite méprise le peuple « pas assez éclairé » depuis toujours ; cette fois Jouvenel cite Kant :

« Le philosophe rangeait parmi les passifs “tous ceux qui pour la conservation de leur existence, leur nourriture ou leur protection, dépendent d’un autre particulier”, c’est-à-dire qu’il aurait refusé le droit de vote à tout le personnel salarié d’une usine. Ce n’est pas, chez d’autres penseurs, l’indépendance mais le loisir qui est le critère des droits civiques. Et ici l’on sent l’influence d’Aristote : c’est le loisir de réfléchir aux affaires publiques qui fait le citoyen, point de loisir point de citoyen. On trouve chez Sieyès et même chez Rousseau comme un regret honteux des facilités que l’esclavage antique donnait à l’homme libre pour former une opinion éclairée. »

Les parlements dégénèrent très vite (cf. l’actuel, drivé par Mélenchon et Le Pen, qui est presque comique dans sa volonté – on pense au deus otiosus d’Eliade – de ne rien foutre) :

« L’avilissement de l’électeur et l’abaissement de l’ élu ne sont encore qu’accidentels. Ils vont progressivement devenir systématiques. Des syndicats d’intérêts et d’ambitions se formeront qui, regardant l’assemblée comme une simple attributrice du Pouvoir et le peuple comme un simple remplisseur de l’assemblée, s’ingénieront à capter les suffrages pour investir des députés dociles qui rapporteront à leurs maîtres l’enjeu de toute l’opération ; le commandement de la Société. »

Jouvenel découvre comme Cochin Ostrogorski qui a très bien décrit la « machine » administrative et politique. Et cela donne quelque chose de déplorable la machine :

« C’étaient de grands esprits, les Rousseau, les Jefferson. Les techniciens de la machine n’ont pas de si hautes prétentions ; mais ils connaissent l’homme réel, qui veut de la chaleur, de la camaraderie, de l’esprit d’équipe, et qui est capable pour son clan de nobles sacrifices. Fondée sur une psychologie empirique, la machine réduit au néant et au ridicule les prétentions de la philosophie politique. »

Toujours aussi implacable Jouvenel ajoute :

« Loin d’éveiller la capacité citoyenne chez ceux qui ne la possèdent pas encore, on l’éteint chez ceux qui l’ont acquise. »

Les partis établissent leur tyrannie (voyez nos textes sur Roberto Michels) et Jouvenel établit un parallèle entre démocratie et discipline militaire en citant cette fois Baudelaire :

« Pour étouffer la curiosité que peut inspirer un orateur éminent du bord adverse, pour combattre l'envie de s'instruire par la connaissance d'arguments différents, pour anéantir cette gentillesse naturelle qui prédispose l'homme en faveur de son prochain, on fait vibrer la corde du loyalisme. C'est trahison de lire le journal de l'ennemi, de se rendre à ses réunions sinon pour couvrir sa voix et ensuite le réfuter d'après un canevas passe-partout. Car la bataille politique est une véritable guerre. Baudelaire s'étonnait déjà d'y trouver un langage militaire : "L'avant-garde de la démocratie", "à la pointe du combat républicain", et autres. Le poète avait raison. On a transformé les électeurs en soldats, en "militants". C'est que leurs meneurs sont des conquérants du Pouvoir. »

La politique n'attire donc que les nuls et les soumis – ou les roués :

« La machine a commencé d'écarter les intelligences et les caractères. Maintenant ils s'écartent d'eux-mêmes. Le ton et l'allure de l'assemblée vont s'abaissant. Elle perd toute considération. La puissance effective quitte d'ailleurs l'assemblée à mesure que les partis gagnent en consistance et en discipline. Si l'un d'eux dispose d'assez de sièges pour dominer l'assemblée, elle n'est plus qu'une chambre d'enregistrement de ses décisions. Dans ces conditions aucun gouvernement n'est possible que celui voulu par le parti, que celui du parti. »

Le résultat c'est (par exemple) la tyrannie de Macron et de son parti :

« Ainsi la pratique des partis a fait passer la Souveraineté du Parlement à la Machine victorieuse et les élections ne sont plus qu'un plébiscite par lequel tout un peuple se remet entre les mains d'une équipe. »

Magnifique conclusion : « Les citoyens acceptent cette tyrannie et ne la haïssent que trop tard. »

On se consolera avec cette dernière observation :

« Mais on remarque que là même où la poussée du Pouvoir ne les dépossède point, les citoyens se déchargent eux-mêmes. »

Sources :

Bertrand de Jouvenel – Du pouvoir (éditions Pluriel)

Nicolas Bonnal – Chroniques sur la fin de l'Histoire ; petits écrits

libertariens (Amazon.fr)

Hyppolite Taine – Les origines de la France contemporaine (Archive.org)

1 Bitru est un personnage de fiction créé par Albert Paraz, un citoyen français moyen en butte aux vexations de la société et du monde du travail.